

# **DOCUMENTI**

## **IAI**

### **LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ EN EUROPE ET LA NÉCESSAIRE APPROCHE MÉDITERRANÉENNE**

*par Jamaleddine Maazoun*

Relation présentée à la Commission d'Etude de la Méditerranée  
*Rome, 25-26 Février 1994*

**ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI**

Le débat sur la sécurité en Europe et la nécessaire  
approche méditerranéenne.

JAMEL EDDINE MAZOUN

la communication que je fais se présente en deux étapes :

- En une première partie, une espèce de passage en revue des divers types, de problèmes et
- Je finirai par les voies d'une meilleure sécurité en Méditerranée

Il ya trois types de problèmes.

- Le premier type de problèmes concerne les questions frontalières au niveau des pays du Maghreb.
- Le deuxième type de problèmes concerne les idéologies maghrébines.
- Le troisième type de problèmes concerne l'armement des pays du Maghreb.

## 1/ LES PROBLEMES DE FRONTIERES

---

J'en cite rapidement quelques'un pour dire, qu'il n'ya pas un seul pays maghrébin qui n'a pas de question de frontière non résolue avec le voisin. Il ya eu un accord à propos de Figuig de Tindouf et de Touat mais la ratification de cet accord dépend dans l'esprit marocain de la résolution du conflit du Sahara Occidental alors que dans l'esprit algérien, c'est une ratification qui devait être automatique.

La Tunisie et l'Algérie ont connu des problèmes frontaliers à l'accusation de la découverte des puits pétrolifères d'El BOURMA. C'est une question qui a été résolue avec le fait de brandir des menaces militaires à l'époque. La Tunisie et l'Algérie ont eu également des discussions à propos d'une nappe d'eau située à la frontière et qui irrigue un grand projet agricole de culture de dattes développé par la Tunisie au REJIM MAATOUG

La Tunisie et la Libye ont eu des problèmes de frontières dans le domaine du plateau continental et c'est le concours de la Cour Internationale de justice qui a été utile dans la résolution de ce conflit et je tiens à signaler que la libye -quand la question est apparue sur la scène publique- a demandé aux entreprises de forage, de travailler et a fait un déploiement maritime en sous-marins et en bâtiments de surface pour protéger les dites entreprises.

Ces éléments montrent et entre autres, que l'utilisation du militaire en vue de la persuasion ou de la menace a été la règle pendant quelque temps entre les pays maghrébins.

Entre la Libye et l'Algérie, (région de GATT) il ya aussi un problème de frontières et Algériens et Libyens ne sont pas encore prêts de régler ces problèmes.

Tout ceci montre qu'il ya un certain nombre de questions en suspens qui concernent les frontières et que personne ne prend en considération dans un esprit de règlement.

POURQUOI ? Parce qu'on a énormément de difficultés à poser ce genre de problèmes et quand ces problèmes se posent, la suspicion apparait immédiatement.

Et dans plusieurs cas, le militaire a été brandi comme étant un facteur en quelque sorte d'obtention de la décision.

Il est important dans ce cadre-là que chacun de ces pays sache ce qui lui appartient et ce qui ne lui appartient pas. C'est plus facile pour mener à bien la coopération qui est recherchée par tout le monde. Donc que les objectifs et que les intentions soient clairs à ce niveau là.

Rappelons-nous la Libye par exemple, a toujours utilisé ce qu'elle considère comme étant sa puissance militaire pour régler un certain nombre de questions frontalières. Le cas du Tchad, ou le cas des stratégies de persuasion qu'elle a essayé de mettre en oeuvre à l'occasion de différends frontaliers avec ses voisins le montrent.

## 2/ LES IDEOLOGIES

---

Le deuxième type de problèmes - nous signalons rapidement les choses - concerne les idéologies d'une manière générale dans la rive sud du bassin méditerranéen.

Et pas mal de dirigeants dont certains du Maghreb ont essayé de se présenter comme les porte paroles de certains types de pensée ou comme les promoteurs de certaines idéologies qui doivent donner à la nation arabe ou bien à certains pays arabes l'image et la situation que les Arabes avaient il ya quelques siècles.

Et ceci n'a pas manqué de poser énormément de difficultés.

Considérons la perception de l'U.M.A.

- \* la notion de l'Union sur le plan du principe n'est pas comprise et n'est pas pensée de la même manière.  
Les Libyens par exemple considèrent que l'Union est une nécessité absolue et doit être un phénomène qu'il faut atteindre quelque soient les conditions - et pourquoi pas à la manière de "Tarak Ibn Ziad" ? -
- \* les Marocains, les Tunisiens considèrent que c'est un projet pour lequel il faudrait oeuvrer selon des étapes mais sans exprimer l'empressement qui est l'apanage de quelques-uns.

- \* L'organisation de "l'U M A" : Chacun considère que sa position géographique, l'état de son armement surtout lui donnent le droit de se considérer comme étant le leadership. C'est le cas de la Libye.

Ce sont là des facteurs qui ajoutés aux questions de frontières constituent des conflits latents ou qui peuvent se transformer en conflits manifestes.

La Libye considère qu'elle est créatrice d'une théorie tout à fait nouvelle, tout à fait inédite : la troisième théorie. Et c'est cette théorie qui est capable de sortir et les pays arabes et le monde arabe et le monde entier de toutes les difficultés que le monde connaît.

Ce qui fait que sur le plan idéologique il ya un certain nombre de problèmes qui continuent à se poser et qui font tout pour que les situations en matière de sécurité ne soient clarifiées et ne fassent l'objet d'un accord entre les différents pays.

#### L'ARMEMENT DANS LE MAGHREB

la conjonction de tous ces facteurs que nous venons de citer, a instauré une situation d'armement qui est anormale dans la région.

On peut comprendre le niveau d'armement atteint par l'Algérie et le Maroc par l'opposition entre ces deux pays concernant le conflit du Sahara occidental. Depuis 1974

l'accroissement de l'effort militaire marocain et algérien a été soutenu et ceci s'est traduit par des chiffres extrêmement importants par rapport aux économies de ces pays.

Mais quand on voit la Libye on est étonné par la situation qui se présente. Utilisons un certain nombre de ratios. En prenant par exemple le budget militaire par rapport au P N B on constate que la libye dépense 5,7 % de son P N B dans le domaine du militaire, l'Algérie 2,15 % , la Tunisie 3,8 % . Quand on compare par exemple cette situation avec celles de certains pays européens riches, on constate la France 3,66 % , la R F A 2,8 % , la Belgique 2,5 % c'est dire l'importance de l'effort en matière de finacement qui est consenti par la libye et également par les pays du Maghreb, qui, quoi qu'ils fassent, sont obligés de poursuivre d'une manière ou d'une autre.

Prenant un autre ratio, celui des effectifs militaires par rapport à la population : La Libye a sous les drapeaux presque 2 % de sa population (1,89 %). C'est un chiffre qui est extrêmement important quand on le compare a d'autres niveaux. Le Maroc par exemple, a sous les drapeaux 0,77 % , la Tunisie 0,5 % . Alors que la France par exemple a 0,8 % , l'Allemagne 0,77 % la Belgique 0,9 % . Donc si vous voulez tout ceci montre que sur le plan niveau d'armement, c'est une situation qui est extrêmement dangereuse et qu'il est extrêmement important de signaler.

Pour prendre d'autres niveaux de comparaison, nous

constatons sur le plan des équipements militaires, que la Libye

dispose de 2 300 chars, alors que les autres pays du Maghreb possèdent respectivement :

la Tunisie 98 chars, l'Algérie 900 chars, le Maroc 224 chars. Faisons la comparaison avec certains pays européens :

la France possède : 1340 chars, la Belgique : 334 chars,

la R F A : 5 000 chars. On peut rétorquer, que la France détient un arsenal nucléaire qui peut lui permettre de réduire le nombre de certains types d'armes. Certes à condition de signaler que le nucléaire est fait pour la sonctuarisation du territoire français, pour la dissasion et quand il s'agit d'actions de types différents, l'armement classique est considéré comme étant capital.

Sur le plan de l'aviation par exemple, la Libye dispose de 513 avions de combat, le Maroc de 93, l'Algérie de 257. Par rapport maintenant à certains pays européens, la Belgique dispose de 126 avions , la France de 597, la R F A de 503.

Tout ceci montre jusqu'à quel point, l'armement libyen est-il situé, il l'est à un niveau hautement important. Pour continuer par exemple, la libye dispose de missiles sol-sol : des S C U D fondamentalement, en suite de F R O G d'une portée inférieure.

Tout ceci encore une fois montre que le niveau d'armement libyen est d'un niveau considérable quand on le compare d'une part à la région et d'autre part quand on le compare à certaines puissances européennes



qui ont atteint des normes acceptées par tout le monde en matière de part du budget militaire par rapport au P N B ou bien en matière par exemple de part des effectifs militaires par rapport à la population.

Ceci a fait que les menaces ont été perçues dans la plupart du temps imminentes et la Libye n'a pas hésité par exemple à traiter militairement un certain nombre de problèmes dont ceux que nous venons de citer. Ce qu'il faut peut-être remarquer en le déplorant, c'est que la menace au niveau maghrébin est essentiellement intermaghrébine, c'est là une anomalie qu'il est extrêmement important de cogiter.

De ce fait là, les pays du Maghreb ne peuvent pas éviter entre eux de s'engager dans ce processus cybernétique qui consiste à essayer d'atteindre d'une manière ou d'une autre, un équilibre pas en termes d'équité mais en termes de capacité de résistance, ou de capacité de faire du mal, le cas échéant.

là c'est une question qui se pose avec beaucoup d'insistance. Elle n'est pas publique mais les Etats Majors de l'ensemble des pays ne peuvent pas ignorer ce problème là. Nous l'avons signalé, La Libye a utilisé la menace militaire pour résoudre certaines questions frontalières et il n'est pas impossible à ce que cela se reproduise à d'autres niveaux ou à d'autres périodes.

Bien que le niveau d'armement maghrébin soit coûteux, il ne donne pas la sécurité aux pays maghrébins entre eux. Il faut à n'importe quel avion supersonique, et il y en a dans la région, de 10 à 20 mn pour

atteindre n'importe quelle concentration démographique, urbaine ou industrielle importante. Ce qui fait que pour dire rapidement les choses, il n'ya pas un seul pays arabe à l'intérieur du Maghreb qui est capable d'assurer par exemple l'inviolabilité de son espace aérien, même la Libye, ou bien d'assurer l'inviolabilité de ses frontières. A tel point que l'ensemble de ces pays sont logés dans une situation de destruction mutuelle assurée. Chaque pays est capable de faire énormément de mal à l'autre sans pour autant obtenir la décision et par la même sans pour autant avoir la sécurité. C'est une situation qu'il importe énormément de penser.

A cela, il faut ajouter le fait que cet armement abondant, extrêmement nombreux - sur le plan de l'origine - n'est pas en train de profiter à l'Europe. Ce sont les Américains et les Soviétiques qui en ont tiré les profits. Si l'on excepte la France, qui a pu s'introduire au niveau de certains pays, aucun pays européen n'est en train de profiter du flux commercial d'armement dans la région.

Pour illustrer cela avant tout, retenons que pour les chars, l'équipement marocain est américain, l'équipement algérien est soviétique, la Tunisie s'est équipée aux Etats-Unis, la Libye en Union Soviétique et l'Egypte en Union Soviétique et ensuite aux Etats-Unis depuis l'avènement des accords de Camp David.

On peut continuer, la France et les U S A ont fourni le Maroc, l'U R S S a fourni l'Algérie, les Etats-Unis ont fourni la Tunisie, l'Union Soviétique et la France ont équipée la Libye etc...

L'Europe a posé le problème de la sécurité au Maghreb mais d'une manière incomplète. Le souci majeur de l'Europe, est qu'il n'y ait pas d'armes chimiques, c'est qu'il n'y ait pas d'armes balistiques, c'est qu'il n'y ait pas de programmes nucléaires dans ces régions. Mais l'Europe n'a posé le problème que dans des termes qu'elle craint elle-même. Or ceci ne peut pas être considéré comme étant une approche réaliste de la situation. Pourquoi ?

Parce que le balistique - et là on pourra s'engager dans une discussion stratégique - à tête conventionnelle est l'arme qui permet une certaine crédibilité de la dissuasion de certains pays qui cherchent à dissuader et qui n'ont pas de velleité hégémonique et expansionniste. Alors dire aux pays maghrébins que le balistique ne doit pas faire partie de leurs arsenaux nucléaires nécessite énormément de temps pour l'expliquer, ce n'est pas du tout acceptable pour ces pays. Parce que de l'autre côté s'engager par exemple dans l'équimunicité en matière d'aviation, en matière de chars, c'est s'engager dans une ruine pure et simple sans pour autant obtenir la sécurité.

La notion de transparence est une notion qui n'est qu'unilatérale et qui a du mal à se faire accepter dans la mesure où elle est à la base inégale.

Il importe de considérer que l'Europe peut - et c'est dans le cadre des voies d'une meilleure sécurité - promouvoir une espace de débat dans le cadre de la conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée par exemple, concernant un certain nombre de points.

Un niveau de réflexion assez profond concernant la notion d'armement ou plutôt la notion de surarmement est nécessaire. A partir de quel moment est-ce qu'on peut dire qu'un pays est surarmé. A partir de quel moment est-ce qu'on peut dire qu'un pays dispose d'un armement à un niveau acceptable sans qu'il soit un élément de persuasion ou un élément de coercition ? C'est une question difficile. On peut rétorquer que c'est chercher la quadrature du cercle, mais ce n'est qu'en posant des questions de fond que l'on pourrait éventuellement engager la Méditerranée Occidentale - dans une dynamique sécuritaire.

Ensuite, pourquoi ne pas essayer de faire admettre la notion de dissuasion conventionnelle comme étant le concept stratégique de l'ensemble de ces pays là ?

Amener ces pays à réfléchir en termes de dissuasion et non en termes de persuasion. D'autant plus que l'idée de contrôle des armements est une idée minée à la base. Pourquoi ? Parce que le contrôle de commerce de armements d'aujourd'hui jusqu'à l'an 2000 ne va que consacrer une situation de fait qui peut être qualifiée par une dissymétrie stratégique entre divers pays qui n'ont pas entre eux de consensus en matière d'approche des relations internationales.

Sans la sécurité la coopération et le développement sont impossibles.

L'Europe pourrait jouer un élément de dialogue à condition qu'elle ne pose pas les problèmes uniquement en termes de transparence de balistique, de nucléaire et de chimique.

iai ISTITUTO AFFARI  
INTERNAZIONALI - ROMA

n° Inv. 14909.  
21 FEB. 1995

BIBLIOTECA